

La présence turque en Irak

C. Goupy

La Turquie a influencé l'histoire de nombreux pays du Moyen-Orient, anciennement colonisés par l'Empire Ottoman. Aujourd'hui, elle partage une frontière avec de nombreux pays, dont l'Iran, la Syrie et l'Irak sur sa façade méridionale. La frontière turco-irakienne est aujourd'hui une zone de tension de plus de 350 kilomètres. Cette frontière, dessinée lors du traité de Lausanne de 1923, est à l'origine de certaines tensions qui affectent aujourd'hui les relations diplomatiques entre les deux pays¹. En effet, le traité enterre l'idée de l'émergence d'un Kurdistan unifié suite à la chute de l'Empire Ottoman, mais il sonne également le glas des revendications turques sur les *vilayets* de Mossoul et Kirkouk. Cependant, les tensions entre les deux pays ont connu des atténuations, comme durant la période du Pacte de Bagdad (1955-1978), qui voit le rapprochement des deux pays. Cette période d'apaisement est néanmoins éphémère: l'invasion du Koweït par l'Irak baasiste en sonne le glas, les autorités irakiennes ayant réfléchi durant ce conflit à envahir les *vilayets* de Mossoul et de Kirkouk². Selon Yohanan Benhaim, ce bouleversement du statu-quo imposé par la Guerre froide enterre définitivement la politique de non-ingérence turque à l'égard de ses voisins régionaux. Aujourd'hui, la Turquie a en partie renoncé à la doctrine du « zéro problème avec les voisins », et mène une politique ambiguë au sein même des frontières irakiennes. En effet, l'année 2013 marque un tournant: la 2ème guerre civile irakienne débute, et Bagdad perd le contrôle d'une partie de son territoire, abandonné aux mains de l'État islamique. Depuis 2014, la présence turque en Irak s'exprime sous plusieurs formes, qu'il s'agira de mettre en évidence. D'abord sera abordée la question kurde, qui demeure toujours le motif principal des actions turques sur le sol irakien. Ensuite, il s'agira d'évoquer la participation de la Turquie à la guerre civile irakienne, notamment via la minorité turkmène. Enfin, les offensives turques de 2019 et 2020 nous serviront de point de départ vers une étude du refroidissement entre Ankara et Bagdad.

1. La question kurde: l'enjeu majeur de la présence turque en Irak

Les Kurdes occupent un territoire au nord du *Machrek*, compris entre l'Est de la Turquie, l'Ouest de l'Iran, le Nord-Est de l'Irak et quelques espaces du Nord de la Syrie. Le traité de Lausanne, qui redessina les contours des nations du Moyen-Orient suite à l'effondrement de l'Empire ottoman, ne prévoyait pas la création d'un État kurde

¹ Ghaderi-Mameli, Soheila. « L'histoire mouvementée des frontières orientales de la Turquie », *Confluences Méditerranée*, vol. 53, no. 2, 2005, pp. 91-102.

² Pierre-Yves Baillet, « La Turquie et ses frontières, du zéro à l'infini », sur Orient XXI, 16 décembre 2019

indépendant. Les velléités autonomistes et indépendantistes se sont donc structurées en différents mouvements, d'inspirations hétéroclite³. Un des avatars de l'indépendantisme kurde, le PKK, est depuis plusieurs années le *casus belli* justifiant une présence turque en Irak.

1.1. Le Kurdistan irakien, base arrière du PKK

En Irak, la zone peuplée par les Kurdes est reconnue par le pouvoir fédéral de Bagdad depuis 2005. Des partis et mouvements politiques kurdes, spécifiquement irakiens, tels que l'UPK (Union Patriotique du Kurdistan) ou le PDK (Parti Démocratique du Kurdistan), structurent la vie locale⁴. Mais la Région autonome du Kurdistan est également la base arrière d'un mouvement kurde d'inspiration marxiste-léniniste, le PKK (*Partiya Karkerê Kurdistan*). Fondé par Abdullah Öcalan en 1978, le PKK mène depuis sa création des actions terroristes visant principalement l'Est de la Turquie⁵. Depuis le 15 août 1984, date de la première attaque ciblant les forces de sécurité turques, ces dernières n'ont eu de cesse de lutter contre le mouvement d'Öcalan. Le quartier général du PKK se situe aujourd'hui dans les monts Qandil, au Nord de l'Irak, dans la chaîne montagneuse du Zagros. Sa présence est plus ou moins tolérée par les autorités politiques de la Région autonome du Kurdistan, qui n'ont pas les moyens de lutter efficacement contre lui. Le PKK jouit d'une connaissance de la géographie des territoires qu'il occupe dans le Nord de l'Irak lui conférant une réelle maîtrise stratégique du terrain, et rendant difficile la lutte au sol engagée par les Turcs⁶. Cette maîtrise a également permis au PKK de constituer un vaste réseau de caches d'armes, de planques et de camps d'entraînement, consacrant les monts Qandil comme réelle base arrière du mouvement.

1.2. L'intervention turque depuis 2015

Depuis 1984, la Turquie est en conflit contre le PKK. Longtemps, cette lutte s'est menée au sein même des frontières de la Turquie, à l'époque durant laquelle le PKK jouissait de moyens importants au Kurdistan turc. Aujourd'hui, le maillage sécuritaire dans l'Est de la Turquie est tel que le PKK ne peut plus compter sur le soutien logistique qui lui serait nécessaire pour maintenir ses quartiers généraux en Turquie. Cependant, le caractère transfrontalier de l'organisation ne l'empêche pas d'être la cible des forces de sécurité turques, même sur le territoire irakien. Ainsi, à l'été 2015, lorsque le PKK s'en prend à nouveau à des unités de l'armée turque, en représailles du soutien de la Turquie à Daech dans la prise de Kobané en Syrie, la réponse d'Ankara est immédiate : les positions

³ Corentin Denis, « Les Kurdes et le Kurdistan par les cartes : du traité de Sèvres à la guerre contre l'État islamique (EI) », sur Les clés du Moyen-Orient, 13 novembre 2014.

⁴ *Ibid.*

⁵ Grojean, Olivier. « Turquie : le mouvement kurde à l'heure du « processus de paix » », *Politique étrangère*, vol. été, no. 2, 2014, pp. 27-37.

⁶ Emile Bouvier, « Le PKK, un mouvement résolument transfrontalier. Partie 1 : l'Irak, une base arrière majeure pour le PKK », sur Les clés du Moyen-Orient, le 4 juillet 2019

irakiennes du PKK dans les monts Qandil sont la cible de violents raids aériens⁷. Des objectifs stratégiques, tels que des centres de formation, des caches et des relais logistiques sont détruits par l'armée de l'air turque. L'agence de presse gouvernementale turque Anatolie relate dans une dépêche que 20 avions en provenance de la base aérienne de Diyarbakir ont pris part à ces raids⁸. Depuis le 25 juillet 2015, date des premières frappes contre le PKK en Irak, les forces de sécurité turques ont maintenu leurs opérations à un niveau stable jusqu'en 2019, date du début de l'intensification des actions contre le PKK.

1.3. Des réactions hétéroclites

La nouvelle présence turque en Irak, amorcée par l'intervention contre le PKK à compter de 2015, n'a pas laissé les acteurs politiques locaux indifférents. Ainsi, la majorité des mouvements kurdes d'Irak ont salué les attaques, considérant ces dernières comme une libération⁹. Il est en effet bon de rappeler que le PDK et l'UPK, mouvements politiques kurdes au pouvoir dans la région autonome du Kurdistan, sont proches d'Ankara. Ils accusent le PKK de mener une lutte perdue d'avance, risquant d'ôter aux Kurdes d'Irak les acquis politiques que Bagdad et Ankara leur a concédé¹⁰. Suite aux raids de juillet 2015, le gouvernement turc a envoyé une délégation dans la Région autonome du Kurdistan pour expliquer la reprise des frappes aux autorités locales. Dans le sillage de cette visite diplomatique, le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a appelé les terroristes du PKK à quitter leurs emprises territoriales en Irak, et à quitter la région¹¹. Cependant, à Bagdad, l'attaque est perçue comme une ingérence menaçant le fragile équilibre diplomatique entre les puissances régionales. Ainsi, le gouvernement fédéral irakien condamne les raids aériens, estimant que ces derniers «constituent une dangereuse escalade et une violation de la souveraineté de l'Irak». Dans la même ligne, la Ligue arabe a réagi négativement aux attaques, en rappelant que ces dernières constituaient une violation de la souveraineté irakienne¹².

Ainsi, depuis le début de la deuxième guerre civile irakienne, la présence turque au sein des frontières d'Irak s'est accrue. La lutte contre le PKK dans le massif du Zagros en fut la première occurrence. Cette présence s'est accrue à partir de l'année 2015. En effet, la Turquie s'est appuyée sur la minorité Turkmène d'Irak pour augmenter son influence dans la région.

⁷ Marcou, Jean. « La Turquie et l'État islamique : d'un mariage de raison à un divorce à l'amiable », *Outre-Terre*, vol. 44, no. 3, 2015, pp. 354-360.

⁸Sarp Özer, « L'aviation turque a frappé des positions du PKK dans le nord de l'Irak », le 9 décembre 2015

⁹Manon Destribats, « Le rapprochement entre Erbil et Ankara comme grille de lecture des dynamiques kurdes au Moyen-Orient », sur Les clés du Moyen-Orient, le 15 mars 2018.

¹⁰ Bozarslan, Hamit. « Les Kurdes d'Irak : un conflit en recomposition », *Outre-Terre*, vol. n° 14, no. 1, 2006, pp. 233-244.

¹¹France 24, « La présidence du Kurdistan irakien demande au PKK de quitter la région », 1er août 2015.

¹²Jean Marcou, « Tournant stratégique de la Turquie en Syrie et en Irak : qu'en pensent ses partenaires et ses voisins ? », sur Hypothèses.org, le 9 août 2015.

2. Les minorités turkmènes: des relais dans la politique irakienne d'Ankara

Les minorités Turkmènes peuplant l'Irak se sont grandement rapprochées de la Turquie depuis la seconde guerre civile. Ankara s'appuie sur la revendication d'un viatique culturel commun avec les Turkmènes dans le but de les associer à leur diplomatie¹³.

2.1. Qui sont les Turkmènes d'Irak ?

Pour comprendre le regain de l'amitié entre les deux communautés, il semble nécessaire de revenir à leurs origines communes. Turcs et Turkmènes descendent de la confédération Oghouz, qui peuplait l'actuel Kazakhstan jusqu'aux Xème et XIIème siècles. Lors des migrations médiévales, les oghouz s'installèrent dans plusieurs régions du Moyen-Orient, et se séparèrent culturellement à compter de cette période : les oghouz d'Anatolie devinrent les Turcs, et ceux d'Irak et de Syrie devinrent les Turkmènes. Les Turkmènes d'Irak parlent un dialecte turc, proche de l'azéri, et ils utilisent l'alphabet latin adapté à la langue turque. Culturellement assimilés aux Turcs, les Turkmènes constituent un groupe ethnique et culturel important en Irak, qu'il est cependant difficile de quantifier. Ils peuplent une zone s'étendant entre Tall Afar et Kirkouk, incorporant Erbil et Mossoul, et seraient en 2020 entre 500.000 et 3 millions¹⁴.

2.2. Des proxies dans la lutte contre *Daech*

Durant la guerre contre *Daech*, la Turquie n'a pas pu intervenir aussi librement qu'elle l'a fait en Syrie. Les incursions territoriales ont été scrupuleusement surveillées par les autorités irakiennes qui, bien que défaillantes sur le plan militaire, ont alerté la communauté internationale sur l'ingérence turque. Dès lors, la population turkmène s'est avérée être un relai des forces turques contre l'État Islamique. C'est ainsi qu'à partir de 2015, Ankara a soutenu militairement des milices turkmènes, d'abord secrètement, puis de manière plus assumée. Ce soutien prit plusieurs formes, parmi lesquelles un soutien financier important ainsi qu'un appui logistique et matériel conséquent, notamment *via* la fourniture d'armes et de denrées de première nécessité. De plus, les forces de sécurité turques ont mis à disposition des jeunes milices turkmènes leurs savoir-faire, en formant leurs combattants. C'est ainsi qu'à la fin de l'année 2015, près d'un millier de soldats turcs et plusieurs dizaines de véhicules blindés sont dépêchés en Irak, dans le camp de Bachiqa¹⁵. Lors de la bataille de Mossoul, à partir d'octobre 2007, les milices turkmènes

¹³ Amanda Roraback, *Iraq in a Nutshell*, Enisen Publishing, 2004.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Humeyra Pamuk et Orhan Coskun : « Turkish soldiers training Iraqi troops near Mosul », sur Reuters, le 5 décembre 2015.

affrontent les forces islamiques. Ils attaquent la ville sur le front Nord, depuis la région de Bachiqa. Ainsi les forces turques, même si elles ne prirent pas directement part, sur le terrain, à la lutte contre *Daech* à Mossoul, ont pu soutenir les milices turkmènes, et avoir un regard sur les actions menées sur place¹⁶.

2.3. Une force politique pro-turque au cœur des frontières irakiennes

Au delà de la simple force militaire représentée par les milices, la communauté turkmène a profité de l'influence turque dans le domaine politique. En effet, même si Ankara a permis l'émergence de groupes armés turkmènes, cette dernière vient en complément du soutien d'organisations politiques, comme le Front Turkmène Irakien. Ce regroupement de plusieurs micro-partis turkmènes est financé depuis sa création par Ankara. En plus de jouer un rôle dans la vie locale irakienne dans la région autonome du Kurdistan et dans la province de Kirkouk, la Turquie entretient la rivalité entre Turkmènes et Kurdes pour le contrôle du territoire et de la sphère publique. Cependant, il est nécessaire de rappeler que cette force politique ne représente qu'une part infime de la représentation publique en Irak¹⁷.

Finalement, la question turkmène s'affirme comme un enjeu majeur pour la Turquie dans sa relation avec l'Irak. Du fait de la proximité culturelle entre Ankara et les Turkmènes irakiens, le soutien de ces derniers par la Turquie semble cohérent. Cependant, l'exception culturelle ne fait pas tout : les Turcs trouvent une rétribution dans ce soutien. D'une part, ils possèdent via les milices turkmènes un point d'entrée sur le sol irakien, et ont pu avoir un contrôle sur les opérations menées par la coalition contre l'État islamique en Irak. De plus, le financement de l'opposition turkmène (qu'elle soit sunnite ou chiite) est d'un intérêt crucial pour Ankara, car il permet d'accroître les tensions intercommunautaires dans les provinces de Mossoul et de Kirkouk. Ainsi, la lutte de la Turquie contre le PKK s'en voit facilitée.

3. Les offensives turques de 2019 et 2020, marqueurs du refroidissement entre Ankara et Bagdad

L'année 2019 constitua un tournant dans le cadre de la diplomatie d'Ankara. La chute de Mossoul ne signerait pas la fin de la présence turque en Irak. En effet, la lutte contre le PKK a pris un nouveau tournant ces derniers mois. La situation sur place s'est grandement dégradée, et Ankara a fait preuve d'une grande détermination dans la lutte contre le mouvement armé kurde.

¹⁶Jessa Rose Dury-Agri and the ISW Iraq Team, « The Campaign for Mosul: April 29-May 11, 2017 », sur le site de l'Institute for Study of War.

¹⁷Raber Tal'at Jawhar, « The Iraqi Turkmen Front », in *Returning to Political Parties?*, Beyrouth, The Lebanese Center for Policy Studies (« Co-éditions »), 2010, p. 313-328.

3.1. Les opérations «Claw», virage dans la politique d'Ankara

La série d'opérations *Claw* est le nom donné à la campagne menée par la Turquie contre le PKK en Irak. Elle débute le 28 mai 2019, lorsque l'armée turque bombarde les positions Kurdes dans le Zagros¹⁸. Suite aux bombardements, les forces terrestres et le *JÖAK* (unité d'intervention de la Gendarmerie turque, comparable au GIGN français) franchissent la frontière. Les forces armées enchaînent les raids contre le PKK, en privilégiant cependant les attaques aériennes. *Claw* est rapidement remplacée par *Claw 2* et *Claw 3*. Ces opérations se poursuivent jusqu'en juin 2020, coûtent la vie à 17 soldats turcs et 417 combattants du PKK. Elles permettent l'installation de trois nouvelles bases militaires dans la région de Harkuk et d'une douzaine de points d'observation. La série *Claw* est remplacée le 15 juin par deux nouvelles opérations : *Claw Eagle* et *Claw Tiger*. Ces dernières commencent par le bombardement de la ville de Sinjar et la destructions de plusieurs camps du PKK. Le gouvernement turc revendique la destruction de grottes utilisées comme caches par les combattants du PKK dans les monts Qandil. Le 17 juin 2020, le volet «*Tiger* » de l'opération débute, avec une opération au sol dans la région d'Haftanin¹⁹. Depuis, des accrochages de faible intensité ont régulièrement lieu dans les provinces accueillant l'armée turque.

3.2. Ces actions sur le sol irakien sont à l'origine de tensions entre les deux gouvernements

L'opération *Claw* et ses avatars sont à l'origine d'un regain de tensions entre Ankara et Bagdad. En effet, les services irakiens refusent la présence turque sur leur sol, et menacent régulièrement la Turquie de sanctions diplomatiques. Ainsi, le 16 avril 2020, le ministre des affaires étrangères irakien, Fuad Hussein, lance un avertissement à l'ambassadeur de Turquie à Bagdad, sommant Ankara de cesser toutes activités militaires dans la région²⁰. En réponse, l'ambassadeur réaffirme la détermination de son pays à lutter contre toutes les formes de terrorisme, et s'il le faut, à l'extérieur de ses frontières, pour la sécurité des citoyens Turcs. Les protestations de la part du gouvernement irakien continuèrent après le lancement des opérations *Claw Eagle* et *Claw Tiger* : le 16 juin 2020, le ministère des affaires étrangères de la République d'Irak envoie une lettre aux autorités turques, protestant contre le début de la campagne aérienne²¹. La tension atteint son paroxysme le 11 août 2020, lorsqu'un drone turc, en mission offensive contre des positions du PKK, ouvre le feu sur une voiture, qui transportait deux hauts-gradés de

¹⁸« Turkey launches operation against PKK fighters in northern Iraq », sur Al-Jazeera, le 28 mai 2019.

¹⁹Bethan McKernan, « Turkey launches major attack on Kurdish militants in Iraq », sur The Guardian, le 17 juin 2020.

²⁰Haydar Karaalp, « Iraqi Foreign Ministry summons Turkish envoy », sur Anadolu (agence de presse officielle turque), le 16 avril 2020.

²¹« Iraq summons Turkey's ambassador to protest airstrikes », sur Al Arabiya, d'après une dépêche de l'AFP, le 16 juin 2020.

l'armée régulière irakienne. En réponse, le ministère irakien des affaires étrangères a annulé une visite officielle du ministre turc de la défense²².

3.3. Quelles prévisions pour les mois à venir ?

Dans ce contexte de tensions permanentes, les mois à suivre pourraient s'avérer décisifs. En effet, la période actuelle s'avère clémente pour les forces armées turques. Ces dernières ont prouvé qu'elles étaient capables de mener des opérations d'envergure à l'internationale, notamment lors de leur participation au conflit libyen²³. De plus, elles ont su se montrer fortes de réels succès militaires, notamment à l'automne 2020, dans le cadre de la guerre au Haut-Karabagh. Que ce soit en Libye ou au Haut-Karabagh, la Turquie a montré sa capacité à envoyer des mercenaires combattre en son nom²⁴. Ce passif peut laisser supposer une intensification du conflit en Irak. Aujourd'hui, l'engagement turc contre le PKK est principalement mené dans la troisième dimension, *via* l'usage de bombardiers ou de drones, les forces au sol étant surtout déployées pour des missions de contrôle de zone. En outre, la fin de l'année 2020 a été marquée par une communication agressive de la part d'Ankara, et tout laisse à penser qu'une offensive de grande ampleur contre les dirigeants du PKK retranchés dans les monts Qandil est une option envisagée par les autorités turques. Or, la parfaite connaissance de ces territoires enclavés par les combattants du mouvement kurde rendrait une telle opération extrêmement mortifère pour les troupes turques. Dès lors, un déploiement des brigades de mercenaires syriens, libyens, azéris ou turkmènes apparaîtrait comme une solution viable aux yeux d'Ankara²⁵. Il est nécessaire de rappeler que lors des conflits libyens et azéris, les mercenaires employés par la Turquie ont été littéralement décimées : un combattant sur dix a perdu la vie.

Conclusion

En définitive, la présence turque en Irak est aujourd'hui encore un motif de tensions dans la région. En effet, la lutte historique du gouvernement turc contre le PKK a poussé ce dernier à intensifier sa présence au sein même des frontières de l'État irakien. Cette présence peut être d'ordre militaire, comme l'ont prouvé les différentes opérations menées par la Turquie dans le nord de l'Irak, mais peuvent également s'illustrer différemment. Ainsi, la voie diplomatique ou l'exercice de l'influence, notamment au travers des minorités turkmènes, sont aujourd'hui devenues des relais d'accroissement de la présence turque en Irak. A ce titre, les derniers mois ont été décisifs, en ce qu'ils ont

²²« La tension monte entre Bagdad et Ankara après la mort de deux haut gradés irakiens tués par un drone turc au Kurdistan », Le Monde avec AFP, le 12 août 2020

²³Hala Kodmani, « Erdogan grisé par son succès en Libye, veut pousser ses ambitions », sur Libération, le 19 juin 2020

²⁴ « Haut-Karabakh : la FIDH appelle au retrait des mercenaires et au respect du cessez-le-feu », communiqué de la Fédération Internationale des Droits Humains, le 29 octobre 2020

²⁵Jean-Pierre Filiu, « La menace en 2021 d'une offensive majeure de la Turquie en Irak », sur Le Monde, le 27 décembre 2020

constitué une intensification de cette présence turque tant décriée par Bagdad. La Turquie ne fait aujourd'hui plus de doute sur sa détermination à combattre le terrorisme jusqu'à hors de ses frontières. Ainsi, la page web du site du ministère turc des affaires étrangères consacrée aux relations du pays avec l'Irak rappelle que le 7ème article de la Constitution Irakienne oblige les autorités à combattre toute organisation terroriste qui, agissant depuis le sol irakien, constituerait une menace pour un de ses voisins. Le ministère ajoute qu'en l'absence de politique fédérale de lutte contre le PKK, Ankara est dans son bon-droit lorsqu'elle mène des actions militaires sur le sol irakien. De plus, différents facteurs, tels que le développement technologique des drones turcs ou le succès militaire des milices de mercenaires employées par l'État Turc laissent à penser que l'Irak n'en a pas fini avec la présence turque sur son territoire.